

> CLÉMENT BOURSIN, responsable des programmes Afrique à l'ACAT



Emmanuel Macron lors de son déplacement au Mali, le 19 mai 2017.

EMMANUEL MACRON ET L'AFRIQUE : VERS UN NOUVEAU DÉPART ?

Conseil présidentiel pour l'Afrique, lutte contre le terrorisme, le clientélisme et la pauvreté... Durant la campagne présidentielle, Emmanuel Macron a plaidé pour un partenariat renouvelé avec l'Afrique. Analyse des propositions du nouveau président de la République, sous le prisme des droits de l'homme.

L'élection d'Emmanuel Macron annonce-t-elle un changement de paradigme ? La France, selon lui, a davantage besoin de l'Afrique pour construire son avenir que l'inverse, ce qui est une réalité dans notre monde multipolaire. Emmanuel Macron indique vouloir sortir des logiques de « *charité* » et de « *clientélisme* », avec comme priorités principales « *la sécurité et la lutte contre le terrorisme, la lutte contre le changement climatique, les droits des femmes, l'éducation, la formation, les infrastructures et le secteur privé* ». Avec plus d'un milliard d'habitants et une classe moyenne consommatrice en expansion, l'Afrique représente une opportunité importante pour la France. Un partenariat commercial plus développé entre les

deux parties permettrait de générer de part et d'autre de l'emploi. Mais le maintien d'une croissance économique ne pourra se faire sans stabilité politique et sans paix. La défense des libertés fondamentales doit donc être une priorité et ne doit pas être perçue comme une forme d'ingérence de l'Occident.

Souveraineté vs droits de l'homme ?

Face à cet impératif, la question se pose de savoir si Emmanuel Macron pourra se défaire du système qui régit majoritairement les relations franco-africaines, basées avant tout sur des relations interpersonnelles entre chefs d'État, chefs de

grands groupes industriels, ainsi qu'autres lobbyistes et conseillers. Pourra-t-il mettre en place une politique africaine cohérente sans évoquer le problème des dictatures encore largement présentes sur le continent ? Car ces despotes – du fait de leur gestion clanique et prédatrice du pouvoir – portent en eux une grande responsabilité dans le développement partiel et parcellaire de leurs pays et du continent.

« *Je suis très attaché à la stabilité des États, même quand nous sommes face à des dirigeants qui ne défendent pas nos valeurs ou peuvent être critiqués* », indiquait Emmanuel Macron à *Jeune Afrique*, en mai 2017. Quand il parle de « *stabilité* », il sous-entend que la souveraineté des États africains est primordiale et qu'il compte la respecter. Certes, il ne s'agit pas de faire preuve d'ingérence vis-à-vis de ces pays, mais la nécessité de respecter leur souveraineté ne doit pas être un blanc-seing pour les régimes ne respectant pas les droits de l'homme. En avril dernier, Emmanuel Macron affirmait au *Monde.fr* vouloir « *que la France soit plus à l'écoute de la société civile et de la jeunesse africaine* » et aux « *aspirations démocratiques des citoyens d'Afrique* ». Toutefois, qui fera-t-il lorsque les dictateurs africains feront du chantage économique et politique ? Qu'ils taxeront la France « d'ingérence dans leur souveraineté » et de « néocolonialisme » ?

Écouter les jeunes africaines

Emmanuel Macron prévoit de créer un Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA), une structure regroupant une quinzaine de personnalités dites de haut niveau (économistes, universitaires et politiques) – moitié africains, moitié européens – qui travaillerait sous l'autorité de la cellule diplomatique et qui aurait pour vocation de co-construire la nouvelle politique africaine de la France. Dans ce nouveau conseil, comment les ONG et les mouvements citoyens de la jeunesse seront-ils intégrés ou associés ? Comment rompre avec la *Françafrique* et « *être à l'écoute de la société civile et des jeunes africaines* » si les ONG et les mouvements citoyens de la jeunesse ne font pas partie du premier cercle de réflexion et de proposition auprès du chef de l'État ?

Du fait de son jeune âge – 39 ans – Emmanuel Macron appartient à une génération qui n'a pas connu la colonisation. Son image parle à la jeunesse africaine, qui lutte pacifiquement pour un renouvellement politique sur le continent et dont le poids politique et médiatique grandit à mesure que sa répression s'accroît. Quoi que fassent les dictateurs africains, le changement générationnel est en marche, porté par la révolution numérique. Emmanuel Macron devra composer avec cette nouvelle donne et considérer les jeunes africaines comme un interlocuteur à part entière.

Rompre avec la « Françafrique »

Concernant la question de l'immigration, Emmanuel Macron indique vouloir travailler en amont « *contre les causes des migrations, en aidant les pays d'origine des migrants à offrir à leurs habitants un avenir sur place* » (*Monde.fr*, mai 2017). Se pose de nouveau la question des États totalitaires ou des régimes répressifs qui poussent une partie de leurs populations à fuir, comme c'est le cas en Érythrée, en Ethiopie ou au Soudan. Qu'en est-il des États présidés par des chefs prédateurs et corrompus qui maintiennent leurs populations

dans la pauvreté, poussant une partie de la jeunesse à fuir pour trouver une meilleure vie ailleurs ? Travailler sur les questions migratoires en amont nécessite de se pencher sur les problématiques politiques internes des États.

La lutte contre le terrorisme en Afrique est une autre priorité pour Emmanuel Macron. Elle nécessite une réponse sécuritaire à court terme. Sur le long terme, il désigne deux causes sur lesquelles il faut agir, la « *pauvreté* » et la « *précarité* », mais il ne mentionne pas quatre éléments importants : la bonne gouvernance, les droits de l'homme, l'État de droit et les principes démocratiques. Bafouer ces fondements de manière continue pousse irrémédiablement une partie de la jeunesse à se tourner vers le terrorisme. Se pose également le problème des lois anti-terroristes qui fleurissent en Afrique et qui ont, en réalité, une seule véritable cible : les voix dissidentes et contestataires de ces régimes despotiques. Face à ces dérives, la France a largement fermé les yeux sur les exactions commises par les armées nigérianes, camerounaises et tchadiennes dans le cadre de la lutte contre Boko Haram. Quelle sera l'attitude d'Emmanuel Macron ?

« *Le salut viendra de nous même quand on décidera de s'émanciper* », affirmait Fadel Baro, coordinateur du mouvement « *Y'en a marre* » au Sénégal, en mai 2017. Mais si la jeunesse africaine a effectivement les cartes en main, Emmanuel Macron aura une position clé, pendant cinq ans, pour assainir les relations passées conduites sous le prisme de la « *Françafrique* ». Et surtout, pour faire émerger une nouvelle relation entre la France et l'Afrique, en n'apportant plus aucune aide aux régimes qui bafouent les droits fondamentaux. ●



Pour aller plus loin



Sur la répression de la société civile :

« En Afrique, sale temps pour la société civile », *Courrier de l'ACAT* n°342 (janvier-février 2017)

« Pierre Nkurunziza. Garder le pouvoir... Au prix de la guerre civile », *Courrier de l'ACAT* n°338 (mai-juin 2016)

« Cameroun. Les ravages de la guerre contre Boko Haram », *Courrier de l'ACAT* n°336 (janvier-février 2016)



Sur la Françafrique :

« En Angola, on vient faire du business, les droits de l'homme on s'en fout ! », *Courrier de l'ACAT* n°335 (novembre-décembre 2015)



Sur les mouvements de jeunes en Afrique :

« RDC. Quand la jeunesse fait peur à Kabila », *Courrier de l'ACAT* n°334 (septembre-octobre 2015)